

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex :
PRENO A 211.628 F.
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil-
Ficobono (pour le Sud-Est).
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).
• Belgique : 18 Fb • Suède : 2,25 Kr
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L
• Grèce : 22 Dr • Suisse : 1 Fs
• Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar
• Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1F 80

Thailande :
la fuite en avant

LIRE EN PAGE 8

**Malgré les démentis de
M. de Guiringaud
Une bombe française
pour l'Afrique du Sud ?**

Giscard dans les Alpes...



**Rassemblement à Paris
pour les 7 de Malville**



Un millier de personnes se sont rassemblées hier soir au square de la tour Saint-Jacques à l'appel du Comité Malville de la région parisienne. Un forum était organisé sur les perspectives du mouvement tandis que les manifestants tournaient avec des pancartes contre Super-Phénix et les condamnations de Bourgoin. Plusieurs portaient des pancartes, « J'étais à Malville, inculpez moi ». Une délégation s'est rendue au palais de justice.

Aujourd'hui, procès des 7 antinucléaires à Grenoble

Les otages de Malville en appel

• Ce soir, manifestations à Grenoble, Strasbourg, Rouen, etc.

• Giscard crée un conseil pour apprendre aux Français
les bienfaits du nucléaire

Aujourd'hui sept manifestants antinucléaires passent en appel à la cour de Grenoble. Ils avaient été condamnés le 6 août dernier, lors du procès-mascarade de Bourgoin à plusieurs mois de prison fermes. Lucien Mons, Roland Muller, Lucien Bechloff : six mois de prison dont trois avec sursis. Hans-Peter Jäger, Rudolf Krahenduhl, Joseph Schweizer : trois mois dont deux avec sursis. Thérèse Ciramaglia : un mois avec sursis. A Paris, hier soir, à Grenoble, Rouen, Strasbourg, Toulon, aujourd'hui, les antinucléaires sont nombreux à se mobiliser en solidarité avec les inculpés.

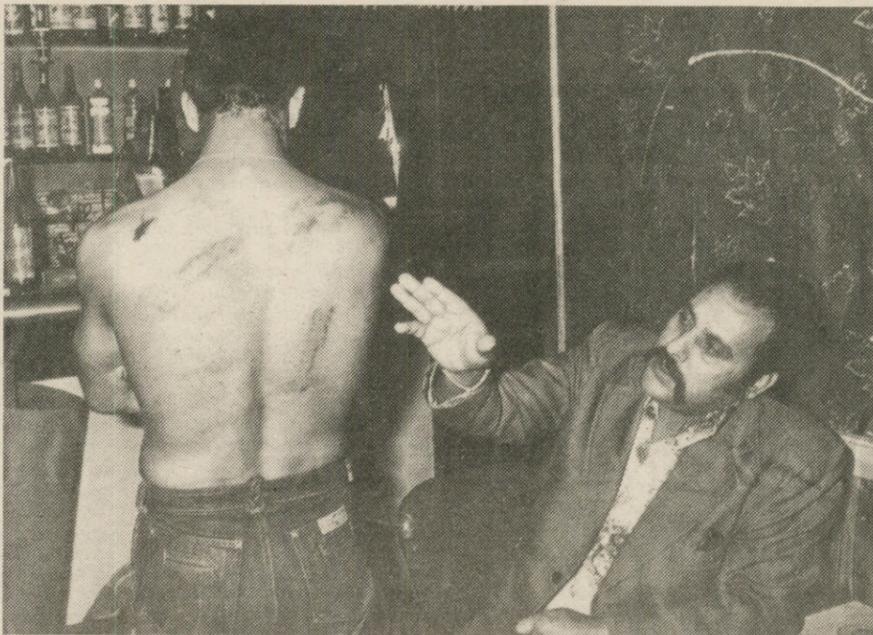
Et pendant ce temps-là, Giscard, loin des centrales, loin de la pollution, philosophe, un edelweiss dans la bouche, sur les « mouvements de passion » suscités par l'écologie : « une passion justifiée » mais qui « doit respecter deux impératifs : le refus de la violence et la reconnaissance de l'existence des autres droits. »... Ceux du

profit sans doute ! Pour couronner le tout, il vient d'annoncer la création d'un « conseil de l'information électro-nucléaire » comme par hasard la veille du procès, ça c'est pensé ! Giscard est sorti de sa réserve naturelle dans le parc national des Ecrins, mais encore une fois, la montagne a accouché d'une souris. Les propositions de Giscard ne tromperont personne, ce n'est pas pour de la propagande sur brochure luxueuse que luttent les antinucléaires mais pour l'arrêt immédiat du programme nucléaire... en tout simplicité.

A Grenoble, les pouvoirs publics et les forces de l'ordre viennent d'interdire l'accès à la place Saint-André (devant le palais) et à la place d'Agier pourtant autorisée par la municipalité. Le Comité Malville-Grenoble dénonce le climat de tension entretenu par les autorités autour du rassemblement et appelle les antinucléaires à se rassembler dès 8 h dans la Grand-Rue.

Patrick Mars

La violence des racistes



Un homme, chef d'équipe de son état, clame à qui veut l'entendre qu'il ne veut plus entendre de musique arabe, qu'il ne veut plus entendre parler arabe, qu'il ne veut plus voir un Arabe.

Un homme, chef d'équipe de son état, entre dans un bar tenu par un Arabe, menace les clients arabes, revient dans le bar avec ses « copains » quelque temps après, roue de coups le tenancier arabe du bar et assassine

un client arabe. Tout cela, ce n'est pas du racisme. C'est en tout cas la thèse de l'avocat chargé de défendre le chef d'équipe, inculpé pour le meurtre d'Abbel Malek (Rouge du 19 et 22 août). D'ailleurs le tenancier du bar roué de coups, que nous voyons sur la photo, est arabe, mais cela ne doit être qu'un malheureux concours de circonstances. Puisqu'on veut dit que ce n'était pas un crime raciste...

**Un communiqué
du
Bureau politique**

**POUR LE PC,
LE SOMMET
N'EST PAS MUR**

Nouveau rebondissement dans la grande joute de l'été : le bureau politique du PCF exprime « son inquiétude et son regret » devant le refus du PS de toute nouvelle discussion sur l'actualisation du Programme commun avant la réunion « au sommet » des « leaders », prévue pour la mi-septembre.

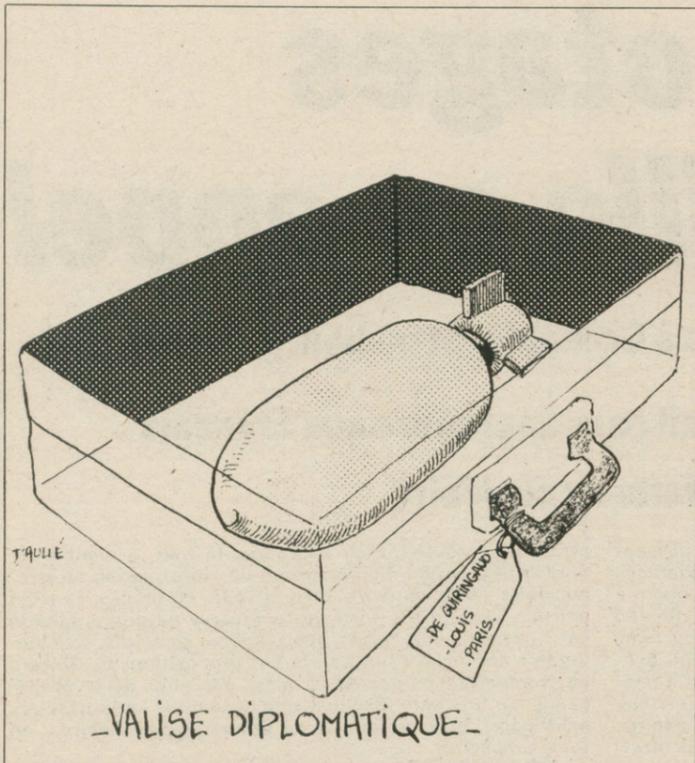
Quand les « quinze » se réunissent pour discuter les dossiers, ce n'était pas un sommet. Ils sont tous membres des directions de leur parti au plus haut niveau. Qu'importe. Pour un « sommet », il faut Mitterrand et Marchais. Voilà qui en dit long sur la démocratie interne de ces partis, et a provoqué le communiqué bougon d'hier : « Depuis le début, le Parti socialiste a manifesté sa réticence à entreprendre et à mener à bien cette mise à jour indispensable. Le refus qu'il oppose aujourd'hui à une préparation sérieuse de la rencontre au sommet en constitue une nouvelle expression. » C'est la classe ouvrière qui va être contente...

**Deffrenne, un des patrons de
Schlumpf, emprisonné pour fraude**

Lire en page 5

Malgré les démentis de M. de Guiringaud

UNE BOMBE ATOMIQUE FRANÇAISE POUR L'AFRIQUE DU SUD ?



Décidément M. de Guiringaud n'a pas beaucoup de chance sur le continent africain. Depuis que l'agence Tass a annoncé que l'Afrique du Sud allait procéder à une explosion nucléaire, il se multiplie en démentis assez contradictoires.

Il a en effet tout d'abord déclaré que « le gouvernement français espère que l'Afrique du Sud ne s'engagera pas dans une voie qui ne pourrait conduire qu'à l'aggravation de la situation en Afrique australe ». A lire ce communiqué, on peut donc déduire que l'Afrique du Sud à les moyens de se doter de la bombe atomique. Mais deux jours plus tard, ne voilà-t-il pas que M. de Guiringaud le dément formellement en affirmant que le contrat nucléaire entre la France et l'Afrique du Sud ne saurait être mis en cause ? « Il est absolument malhonnête de dire que ces centrales — construites par la France, NDLR — pourront aider l'Afrique du Sud à acquérir l'arme atomique. Il se trouve malheureusement même des Français pour l'affirmer : ils mentent et ils se conduisent, j'espère inconsciemment, en agent de l'étranger. » (Entendez de Moscou, bien sûr !)

M. de Guiringaud devrait donc essayer de se mettre d'accord avec

lui-même : pourquoi en effet menacer l'Afrique du Sud si elle construisait une bombe dont il nous est affirmé par ailleurs qu'elle n'a pas les moyens, à partir des centrales françaises en construction là-bas, de le faire ?

La réalité est bien plus simple que les éculubrations de notre triste ministre des Affaires étrangères : et, une fois de plus, elle tord le cou au mythe du « nucléaire pacifique ».

D'après un contrat arraché de haute lutte par la France — les Etats-unis et l'Allemagne étaient sur les rangs — celle-ci construit deux centrales nucléaires au pays de l'apartheid. Ces deux centrales, fournies clé en mains et techniciens à l'appui, ne devraient fournir que de l'énergie selon les autorités françaises ; le traitement des déchets irradiés, qui permet d'extraire le plutonium, devant s'opérer à l'usine de La Hague (qui mérite bien son nom de poubelle nucléaire mondiale) et le plutonium extrait ne devant pas être réexpédié à l'Afrique du Sud.

Seulement voilà, pour produire une bombe atomique, en plus des centrales, il faut soit du plutonium, soit de l'uranium enrichi (soulignons d'ailleurs en ce qui concerne le plutonium que la plupart des pays

qui se dotent actuellement de centrales nucléaires possèdent les moyens technologiques suffisants pour construire des ateliers de petites dimension de retraitement chez eux). Et l'Afrique du Sud, qui est un des principaux pays producteur d'uranium du monde, a mis au point, conjointement à l'Allemagne de l'Ouest — ce qui pourrait permettre, soit dit en passant, à l'Allemagne de l'Ouest de devenir une puissance nucléaire — un procédé d'enrichissement de l'uranium par tuyères, dit « hélicon ».

L'Afrique du Sud a donc bel et bien les moyens de se doter de la bombe atomique. La détention de l'arme atomique par les dirigeants racistes de Pretoria représente un danger permanent pour les populations sud-africaines et de l'Afrique australe qui luttent pour leur libération.

Voilà qui donne bien le vrai visage de la « mission civilisatrice et de paix » de la France sur ce continent qu'elle pille depuis des décades et la dimension réelle des déclarations de bonnes intentions de M. de Guiringaud envers les pays et mouvements de libération d'Afrique australe.

Anna Libera

ET POURTANT ELLE TOURNE

SRI LANKA

Plus d'un millier de personnes ont été arrêtées au Sri Lanka (Ceylan) à la suite des affrontements intercommunautaires qui font rage dans l'île depuis une semaine. Ces personnes ont été arrêtées au cours d'affrontements dirigés contre des minorités tamoules dans les régions sous hégémonie cinghalaise. Plusieurs centaines de Tamouls ont dus être hébergés dans des camps de réfugiés à Colombo et dans d'autres villes du pays. Cela n'a pas empêché les députés de la droite conservatrice au pouvoir de rejeter sur les dirigeants du TULF (Front uni de libération tamoul) la responsabilité de l'escalade de la violence. Le TULF s'est prononcé pour la création d'un Etat tamoul indépendant. Les Tamouls sont apparentés à l'ethnie dravidiennne du sud de l'Inde et ont une pigmentation de peau plus foncée que les Cinghalais.

ETAT ESPAGNOL

Six ouvriers grévistes et deux policiers ont été blessés lundi soir au cours d'un affrontement qui a opposé les forces de l'ordre aux grévistes des usines de chaussures de Elche dans le sud-est de l'Espagne. Les bagarres ont éclaté quand les policiers ont tenté de disperser une assemblée générale des grévistes qui se tenait sur le stade de football de la localité.

URSS

Le professeur juif de Kiev, Volf Tchoudnovsky, âgé de soixante-dix ans, et sa famille, ont été informés « officieusement » qu'ils recevraient l'autorisation d'émigrer. La famille Tchoudnovsky a demandé un visa d'émigration pour Israël. Le fils cadet de Volf Tchoudnovsky, Gregori qui est âgé de vingt-six ans et brillant mathématicien, est atteint d'une grave myasthenie. Sa famille affirme qu'il ne peut recevoir les soins que nécessite son état en Union soviétique. Le frère de Gregori, David, lui aussi mathématicien, a souligné à plusieurs reprises qu'il n'avait pas pu, en raison de sa religion, trouver un emploi correspondant à sa qualification. A la fin du mois de juillet dernier Volf Tchoudnovsky et sa femme avaient été agressés par des inconnus, non identifiés, non loin de leur domicile, après leurs protestations auprès de correspondants de presse étrangers contre le refus des autorités soviétiques de leur accorder les visas nécessaires.

USA

Le XXIXe Congrès du Socialist Workers Party

Le XXIX^e Congrès du Socialist Workers Party (Parti socialiste des travailleurs) s'est tenu récemment à Oberlin, dans l'Ohio, sur le campus universitaire où le SWP organise régulièrement ses congrès nationaux depuis sept ans. Pendant une semaine, près de deux mille personnes, délégués et observateurs, membres du SWP dans leur grande majorité et des dizaines de militants membres de différentes sections de l'Internationale ont participé aux travaux du congrès. Fondé en 1938,

En deux ans, des transformations importantes se sont produites tant dans la situation objective aux USA qu'au sein de l'organisation, comme en a témoigné le congrès lui-même. L'ampleur de la récession économique internationale et la crise politique qui secoue la classe dominante aux USA après sa défaite cinglante au Vietnam l'ont conduite à engager une offensive d'ampleur contre sa propre classe ouvrière et l'ensemble des mouvements de masse portés tant par les minorités nationales opprimées (avant tout les Noirs et les Chicanos) que par la radicalisation des femmes.

Cette tendance fondamentale que le SWP avait analysée dès son congrès en 1975 l'a conduit à prendre un tournant vers la classe ouvrière et le mouvement syndical pour se saisir de la radicalisation naissante de la classe ouvrière qu'une telle situation ne pouvait qu'encourager. En deux ans, plus d'une centaine de militants se sont ainsi embauchés dans des entreprises, principalement dans la métallurgie, où ils ont activement organisé la campagne antibureaucratique au sein du syndicat, dans le cadre de la candidature de Sadlowski contre la direction en place.

Le SWP compte aujourd'hui mille sept cents militants contre onze cents il y a deux ans, dont quatre cent vingt syndiqués alors qu'ils n'étaient que deux cent quatre-vingt cinq en 1975. Cette croissance rapide s'est accompagnée d'un recrutement privilégié parmi les minorités nationales opprimées (7 % des militants sont noirs, contre 5 % en 1975) et les femmes qui représentent 42 % des militants.

L'essentiel des travaux du congrès a porté sur les tâches du SWP. Au rapport introductif sur « l'offensive de la classe dominante US à l'extérieur et à l'intérieur », ont fait suite les rapports sur les perspectives dans le mouvement ouvrier, la lutte pour la libération des femmes, le mouvement chicano et la lutte contre les expulsions, la lutte pour la libération des Noirs, la YSA (l'organisation de jeunesse du SWP), la presse (l'hebdomadaire du SWP, « The Militant » est diffusé à vingt-trois mille exemplaires, contre trente mille en 1972-1973, mais seulement quinze mille en 1975-1976 ; en un an le nombre de pages est passé de vingt-huit à trente-deux et son prix de vingt-cinq cents à trente-cinq puis à cinquante) et la situation organisationnelle qui a mis en évidence les problèmes posés tant par la croissance de l'organisation et son extension géographique que par les difficultés financières (le SWP subventionne non seulement l'ensemble de sa presse, « The Militant », « International Press » et « Perspectiva Mundial », mais aussi ses éditions, vu l'étroitesse du marché : les ouvrages de Trotsky ne se vendent guère à plus de trois mille exemplaires). L'ensemble des rapports ont été adoptés à l'unanimité.

Le congrès a aussi voté à l'unanimité la fusion avec une organisation implantée essentiellement à Détroit, le Revolutionary Marxist Committee (Comité marxiste révolutionnaire) : cette fusion est importante non pas tant par la

le SWP célébrera l'an prochain son quarantième anniversaire, qui est aussi celui de la fondation de la IV^e Internationale (dont seul un décret réactionnaire adopté en 1940, le Voorhis Act, lui interdit d'être la section aux USA) et le cinquantième anniversaire de son journal « The Militant » dont le premier numéro a été publié en 1928 par les militants membres de l'opposition de gauche au sein du Parti communiste, juste après leur exclusion.

cinquante de militants qui rejoignent ainsi le SWP, que par le fait qu'elle témoigne d'une capacité nouvelle du SWP à attirer d'autres groupes de l'extrême gauche qui se réclament du trotskysme et qu'elle a été rendue possible bien que les militants du RMC maintiennent une divergence programmatique sérieuse avec la IV^e Internationale sur l'analyse des pays de l'Est qu'ils refusent de caractériser comme Etats ouvriers et pour lesquels ils parlent de « capitalisme d'Etat ».

Quelle que soit l'importance de ces questions, c'est cependant autre chose qui a marqué ce XXIX^e Congrès : un tournant décisif dans la situation au sein de la IV^e Internationale. Après le rapport sur le « mouvement trotskyste mondial », le congrès a voté une résolution demandant la dissolution immédiate « des deux principales fractions de l'Internationale, la tendance majoritaire internationale et la fraction léniniste trotskyste ». Une réunion du comité directeur de la FLT (dont le SWP constitue la principale force) s'est tenue dès la fin du congrès et a décidé la dissolution de la fraction à une forte majorité. Seule une faible minorité, animée par les membres de la FLT en France et en Espagne a décidé de se maintenir en tendance sur la base des documents antérieurs de la FLT.

Le SWP justifie essentiellement ce tournant dans la situation de l'Internationale par l'autocritique faite par la TMI à propos des résolutions sur la lutte armée en Amérique latine qu'elle avait présentées au IX^e et au X^e Congrès mondiaux, et par la nécessité de mettre fin à huit ans d'affrontements fractionnels dans l'Internationale, quelle que soit l'ampleur des divergences politiques qui subsistent et qui s'étaient même aigüées il y a deux ans au fil de la révolution portugaise. Cela doit permettre d'aboutir rapidement à la réunification, sur des bases politiques claires, des forces de l'Internationale dans les pays où elles sont encore divisées, comme en témoigne la récente fusion au Canada et au Québec.

Ainsi, dans une semaine, au Mexique, les forces de la FLT organisées dans la Liga Socialista vont fusionner avec le Partido Revolucionario de los Trabajadores, section mexicaine de la IV^e Internationale. En Espagne, dans deux mois, se tiendra le congrès de la Liga Comunista qui doit décider de la fusion immédiate avec la LCR. Une fusion se prépare également en Colombie et en Australie.

L'importance de ces changements a été soulignée tant par la direction du SWP que par les délégués de la section canadienne unifiée, de la LCR française et du secrétariat unifié de la IV^e Internationale dans leurs messages au congrès. Elle ne peut que contribuer au renforcement de l'ensemble de l'Internationale, en particulier sur le continent nord-américain ébranlé par le développement explosif de la situation au Québec, et du SWP aux USA, au cœur même de la citadelle impérialiste.

P. Robs

CHINE

« Libéralisation » annoncée mais discipline accrue dans le parti

La nouvelle Constitution (les statuts) du Parti communiste chinois semble vouloir annoncer à la fois un renforcement du dirigisme bureaucratique

Les observateurs ont retiré cette impression du ton mais aussi du contenu du rapport présenté sur ce sujet par le numéro 2 de la nouvelle hiérarchie chinoise, le maréchal Yeh Chien-ying. Le texte de ce rapport présenté devant les délégués du XI^e Congrès, a été diffusé hier par l'agence Chine nouvelle. Selon Yeh Chien-ying, « il est impératif d'activer complètement le système démocratique, de laisser les masses dire ce qu'elles ont en tête et de régler les questions de controverses au sein du peuple par une méthode démocratique, c'est-à-dire par la discussion, la critique, la persuasion et l'éducation, et non par des méthodes de coercition et de répression, en menant une lutte impitoyable ou en frappant sans merci. » L'agence Chine nouvelle précise que la nouvelle constitution du parti « stipule qu'il

est formellement interdit à quiconque de réprimer la critique ou d'user de représailles. Ceux qui s'en rendent coupables devront être soumis à une enquête et punis. »

Cette dernière phrase ne figurait pas dans la précédente constitution du parti.

Cette « libéralisation », qui reste d'ailleurs à mesurer à l'aune de la pratique, est sans doute à mettre en rapport avec la volonté des nouveaux dirigeants chinois de trouver les bonnes grâces des masses, passablement échaudées par la fin brutale de la Révolution culturelle, ainsi que les bouleversements successifs qui ont suivi. Cette « libéralisation » accompagne la « nouvelle ère » de Hua Kuo-feng, axée sur les « quatre modernisations » (agriculture, industrie, défense nationale, science et

au sein du parti et une certaine « libéralisation » de la vie publique en Chine.

technologie) et sur la prépondérance accordée à « l'expert » sur le « rouge ». L'URSS d'après 1956 avait montré comment certains grands desseins économiques ne pouvaient « passer », au sein des masses, qu'accompagnés d'une pellicule minimale de « libéralisation ».

Pourtant, rien ne laisse prévoir, bien au contraire, que le thermidor chinois va prendre, sur la question des libertés et de la vie publique, la dimension d'une nouvelle « ère Krouchtchev ».

A plusieurs reprises depuis vingt ans, la bureaucratie chinoise, et singulièrement l'équipe dirigeante actuelle (où se retrouve de nombreux épurés de la Révolution culturelle) sait les dangers qu'engendre la dynamique des « ouvertures ». Les « cent fleurs » et surtout la Révolution culturelle, au passage de laquelle l'équipe dirigeante actuelle a prêté au moins autant la main que les « quatre » (les gardes rouges réprimés dans sa province n'avaient-ils pas surnommé Hua Kuo-feng le « Boucher du Hunan ») ont appris à Hua Kuo-feng et consorts le danger d'ouvrir les vannes. Tout dernièrement encore, la campagne « Pi Lin pi Kong » avait été le théâtre de quelques débordements. Que l'on se rappelle les affiches murales signées du « singe d'or », et surtout le dazibao publié à Canton par Li Yizhe « à propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme » (publié en français sous le titre « Chinois, si vous saviez », Christian Bourgeois éditeur).

Tout laisse penser donc que c'est dans des limites très étroites que sera maintenue une « critique des masses » qui ne pourra pas remettre en cause la prééminence d'un parti unique qui s'identifie de plus en plus à l'administration et à l'armée.

D'ailleurs un second volet du rapport de Yeh Chien-ying annonce le « renforcement » de la discipline au sein du parti. Des « commissions d'inspection de la discipline dans le parti » vont être créées qui pourront agir jusqu'au niveau du district ou du régime. Fini même le temps où l'un des « quatre », Chang Chun-chiao, commentait les précédents statuts en expliquant : « Un vrai communiste doit agir sans considération égoïste et oser aller à contre-courant sans crainte d'être destitué, exclu du parti, jeté en prison, contraint au divorce ou passé par les armes. » Désormais, « les camarades du parti pourront aller à contre-courant mais uniquement contre les courants contraires aux « trois principes de base », définis par l'actuelle direction (pratiquer le marxisme et non le réviser, travailler à l'unité et non à la scission, faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues).

En Chine, désormais, on a le droit de nager à contre-courant mais dans le sens du courant. Nouveau bond en avant de la dialectique...

Michel Rovere

Tribune

Non à l'arbitraire du ministère de l'intérieur

Expulsée abusivement par le préfet H. Bourseiller, de la Guyane et de tout le territoire français le 29 janvier 1977, Salima Adjali a bénéficié d'un sursis à exécution ordonné par le Conseil d'Etat le 6 juillet 1977. Elle était donc autorisée à regagner la Guyane, son point de départ, pour y attendre la décision du tribunal administratif de Cayenne devant statuer sur l'annulation de l'arrêté préfectoral.

Le ministère de l'intérieur, informé par les soins de Maître Lyon Caen, l'avocat de S. Adjali, la laissa donc entrer en France le 13 juillet par Boulogne.

Or depuis cette date, en dépit de l'arrêt de la Cour Suprême, S. Adjali n'a pu encore entrer en Guyane.

La préfecture de police de Paris lui impose de faire une demande de visa de tourisme pour la Guyane, visa qu'a refusé le préfet de la Guyane, Le Diréach, à qui une certaine circulaire — émise comme par hasard le 5 juillet 1977, veille de la réunion du Conseil d'Etat — donnerait cette prérogative.

La commission exécutive des arrêts du Conseil d'Etat a tenté en vain des démarches auprès du ministère de l'Intérieur pour que la décision du Conseil d'Etat soit exécutée, ou que les raisons du refus, s'il y en avait, lui soient communiquées.

En fait, quels que soient les textes ou prétextes avancés, en la circonstance, l'arrêté du Conseil d'Etat suffit à S. Adjali pour regagner la Guyane.

Bien plus, il a été démontré devant le Conseil d'Etat que le dossier présenté par le Secrétariat d'Etat aux DOM-TOM était vide. En effet, S. Adjali étant Algérienne s'est toujours abstenue de toute activité politique. Il est évident que c'est son compagnon Alain Michel, fonctionnaire aux PTT, responsable de l'UTG (Union des travailleurs guyanais) et militant du MOGUYDE (Mouvement guyanais de décolonisation) que le gouvernement veut atteindre par un chantage affectif.

Le comité guyanais contre les injustices et pour la défense des libertés dénonce le fait que le pouvoir n'utilise la justice que lorsqu'elle sert ses intérêts et s'élève avec véhémence contre l'expulsion de S. Adjali.

Cette expulsion est une nouvelle preuve de la situation coloniale de la Guyane où le préfet peut exercer un arbitraire sans limite.

Notre comité appelle toutes les organisations démocratiques et personnelles à protester énergiquement auprès du ministère de l'Intérieur pour qu'il s'en tienne à la chose jugée et à exiger le retour immédiat de S. Adjali en Guyane.

Le Comité contre les injustices et pour la défense des libertés.

Adresse : 94 ter, rue Christophe Colomb, 97300 Cayenne
Action Tricontinentale : 46, rue de Vaugirard, 75007 Paris.

ITALIE

Une délégation syndicale à la recherche d'investissements aux Etats-Unis ?

Quand on choisit une politique, il faut savoir la mener jusqu'au bout. Ainsi, le mouvement syndical italien qui, comme le Parti communiste, entend sortir l'Italie de la crise sans toucher aux bases du système capitaliste, se propose-t-il d'envoyer une délégation rencontrer des industriels américains pour leur redonner confiance en l'Italie. C'est un des trois dirigeants de la Fédération syndicale unitaire, Giorgio Benvenuto, qui l'a annoncé, répondant par là à une proposition lancée par le Premier ministre Andreotti qui souhaite « rassurer » les investisseurs étrangers qui ont tendance à bouder la péninsule et sa classe ouvrière encore turbulente.

Mais, toujours malveillants, nous pourrions demander quelles garanties les syndicalistes italiens entendent donner à ces futurs investisseurs américains. Benvenuto répond lui-même à cette question : « Nous dirons aux industriels américains que nous sommes un syndicat qui ne s'amuse pas à faire des grèves, mais qui veut résoudre les problèmes et qui souhaite des investissements mais en demandant le respect des conventions collectives. » Comme ce sont ces mêmes syndicalistes « responsables » qui se sont efforcés depuis dix-huit mois de limiter le plus possible les revendications contenues dans ces plateformes, le tour est joué. Venez chez

nous, nous vous garantissons le calme et le profit, en quelque sorte.

Autre trait qui devrait rassurer les patrons américains, la délégation syndicale italienne au BIT a voté pour mettre Irving Brown à la présidence (alors que les syndicats affiliés à la Fédération syndicale mondiale ont voté contre). Irving Brown, c'est ce personnage qui au lendemain de la guerre fomentait des scissions dans les syndicats européens, et entre autres la scission de la Centrale unique italienne, et qui était réapparu en 1972 en Italie, pour stimuler de nouvelles divisions et empêcher l'unification syndicale organique.

A.L.

Amiante

Le gouvernement joue sur les fibres sensibles

Le gouvernement vient d'adopter une série de mesures destinées « à mieux protéger les travailleurs de l'amiante contre les risques d'asbestose et autres maladies professionnelles ». Cette nouvelle réglementation doit s'appliquer aux établissements où se manipulent et se traitent l'amiante et les produits dérivés. Il est notamment prévu de restreindre au maximum la diffusion de fibres d'amiante dans l'atmosphère des ateliers et des chantiers par la mise en place de procédés d'humidification ou de capotage des appareils. En outre, un « seuil maxima tolérable » a été fixé en ce qui concerne la concentration moyenne en fibres d'amiante de l'atmosphère inhalée par un ouvrier pendant sa journée de travail, celle-ci a été fixée à deux fibres par cm³, seules étant prises en compte les fibres de plus de 5 microns de longueur, de 3 microns au plus de largeur et dont le rapport longueur/largeur excède 3, ce qui correspond aux recommandations de l'OIT.

Essayons de voir un peu plus clair sur cette mesure gouvernementale. La « fibre » est une unité de mesure des particules d'amiante qui a été adoptée non pour des raisons médicales mais pour des raisons techniques arbitraires. La fibre est en effet choisie pour s'adapter au pouvoir de résolution du microscope utilisé dans la détection, les petites particules étant négligées. Tout dépend donc de la taille des particules ; elles peuvent être trop petites pour être détectées mais dépasser néanmoins le « seuil maxima tolérable » !

D'autre part le Collectif inter-syndical de Jussieu, dans le dossier « Danger ! Amiante » (Mas-

pero) réalisé il y a quelques mois, faisait déjà valoir que cette norme de 2 fibres/cm³ était trop élevée et avançait celle retenue par le NIOSH américain de 0,5 fibres/cm³. De plus, la norme proposée est une moyenne calculée sur une journée de travail (dont la durée n'est même pas précisée) ce qui permet les pires abus. Une machine peut, par exemple, disperser pendant un court moment ou dans une partie des locaux une poussière très intense sans que la moyenne journalière ne dépasse la norme fixée. On perçoit bien là le caractère trompeur et démagogique de la nouvelle réglementation. En effet celle-ci prévoit, entre autres innovations, la constitution d'un dossier médical suivant tout au long de leur vie professionnelle les travailleurs qui auront été exposés à la poussière d'amiante. Ceci représente une première concession aux syndicats qui depuis les décès survenus à des ouvriers d'Amisol avançait cette revendication.

Mais les normes de sécurité restent insuffisantes à la base et c'est là que se situe le problème. La nouvelle réglementation entérine les méfaits de l'amiante et se contente de rationaliser les mesures de protection sociales. Les travailleurs continueront à mourir d'asbestose (épaississement fibreux et progressif des parois alvéolaires qui entraîne un défaut d'oxygénation du sang. A un stade avancé la maladie, dont l'évolution est lente et irréversible, entraîne une défaillance du cœur). Ce décret ne convaincra personne si ce n'est de la nécessité de rester mobilisé contre les méfaits de l'amiante.

Patrick Mars.

Quand la Corse s'éveillera...

Le ministre de la Justice, Alain Pierrefitte est soudain pris de séparatophobie. « L'internationalisation, c'est le séparatisme ». Le gouvernement corse, c'est le séparatisme. Une carte d'identité corse, c'est le séparatisme » a-t-il déclaré hier sur Antenne 2, pour ajouter, martial « tout cela relève d'ailleurs de la Cour de sûreté de l'Etat ». Après le « Mal français » le démiurge du RPR revient à de plus justes proportions et s'attaque maintenant au mal corse. Cette déclaration qui suit de quelques jours les propos démagogiques de Giscard arrive à point nommé pour couvrir une probable accentuation de la répression contre les divers mouvements autonomistes et séparatistes corses. Quand les travailleurs se mobilisent contre l'Etat capitaliste centralisateur, les divergences au sein de la bourgeoisie s'évanouissent bien vite.

Le PC comme le PS apportent d'ailleurs leur petite pierre à la défense de « l'unité de la nation », ce qui contribue pour une large part à rejeter une partie du mouvement autonomiste et séparatiste vers des positions ultra-nationalistes coupées des luttes ouvrières. C'est le droit à l'auto-détermination pour le peuple corse qu'il faut défendre dans le mouvement ouvrier contre le chauvinisme colporté en son sein par les réformistes. C'est la seule réponse aux exaltations de Pierrefitte et consort.

P.M.

Tribune antinucléaire

Kalkar se trouve près de Aix-la-Chapelle (Aachen), pas très loin de la frontière néerlandaise. Depuis plus de quatre ans, un surrégénérateur y est en construction. Le gros œuvre, c'est-à-dire l'enceinte de béton, est pratiquement achevé.

Là, sur un pays plat, les camarades allemands et hollandais vont se réunir pour une fête-protestation sur des terrains privés d'opposants locaux. Pour l'instant le rassemblement n'est pas interdit.

Parce que c'est l'occasion pour nous, Français, de « renvoyer l'ascenseur » et de faire passer dans nos têtes et dans nos tripes que la contestation antinucléaire, tout comme le fric des multinationales ne peut être que sans frontières. A Kalkar, le 24 septembre, c'est à la fois une fête et un rassemblement antinucléaire dans un pays où les gens en ont marre de voir pousser des centrales partout et le délit d'opinion est institutionnalisé.

A Kalkar, il y aura un regroupement de gens d'opinions diverses, où les clivages de philosophie et de méthodes de lutte (violence/non-violence) seront dépassés. Seule la situation sur le terrain déterminera la conduite à tenir.

Le 23 septembre au soir (venir en bus de préférence) regroupement à Aachen, en groupes de gens qui se connaissent, s'aident et s'estiment. Venir avec vêtements de pluie, sac de couchage, un peu de bouffe, mégaphones éventuellement, casques et foulards.

Pour les antinucléaires qui désirent venir, prévenir :
— en France : Yannick, comité Malville, 4 impasse du Four, 38000 Grenoble, tél. : (76)54.15.43 ;
— en Allemagne : Uli Wiegand, Jakobstrasse 45, 05100 Aachen, tél. : 19-49-241-37641.

Comité Malville, Grenoble banlieue

A Grenoble, aujourd'hui LES SEPT OTAGES DE MALVILLE EN APPEL

Manifestations à Grenoble, Rouen, Strasbourg, Toulon, etc.

Une réunion unitaire s'est tenue à Grenoble pour envisager les actions à mener lors du procès en appel des sept militants antinucléaires condamnés en flagrant délit le 6 août dernier à Bourgoin. Le PC et la CGT n'ont pas jugé utile de se rendre à la réunion. Le PS et la CFDT bien que ne voulant pas participer à la mobilisation le jour du procès avaient proposé dans un premier temps un communiqué unitaire avec le comité Malville. Mais le PS retirait sa proposition à la suite, semble-t-il, de pressions nationales. Il se contente de passer un communiqué dans le « Dauphiné libéré » d'hier. L'UD CFDT de l'Isère déclare dans un communiqué qu'à Bourgoin « les pouvoirs publics ont organisé avec une volonté surprenante un procès dont le déroulement a été dénoncé par toutes les forces démocratiques, alors qu'à Reims, les hommes de main qui ont tué notre camarade Pierre Maître viennent d'être mis en liberté. » Elle appelle de son côté à une journée d'action dans les entreprises aujourd'hui et à la

projection du film « Condamnés à réussir » ce soir à 20 h 30 à la salle des concerts. Le comité Malville de Grenoble soutenu par les Amis de la Terre, l'ASF, la LCR, LO, l'OCT, le PCR, les CCA, le Comité Larzac, Grenoble Ecologie et l'Humanité rouge, appelle à une journée d'action qui se déroulera comme suit : rassemblement à 8 h près du palais de justice (ses abords immédiats étant interdits par la préfecture) ; à 10 h le rassemblement éclatera en de multiples groupes d'information aux portes des entreprises et dans les principales artères de la ville ; de 14 à 16 h, animation aux abords du palais de justice avec la projection de films et d'une bande sonore sur les événements de Malville. Enfin, la journée d'action se terminera par une manifestation à 17 h 30 dans la Grand Rue. Alors qu'elles ont toutes condamné la parodie de justice du procès de Bourgoin, il est fort regrettable pour le soutien aux inculpés que les principales organisations ouvrières aient refusé de se joindre à ces initiatives.

Le PC et le PS face à l'énergie nucléaire

Dans notre précédent article (« Rouge » de mardi), nous avons montré que le PC et le PS étaient favorables à l'utilisation de l'énergie électronucléaire, mais qu'ils formulaient un certain nombre de critiques à l'égard de l'actuel programme électronucléaire français. Nous allons aujourd'hui examiner leur argumentation.

Les critiques du PC et du PS sur l'actuel programme électronucléaire portent essentiellement sur deux points :

1. Ce programme n'a pas été décidé démocratiquement, l'ensemble des décisions prises l'ayant été lors d'un conseil interministériel et en l'absence de tout débat démocratique. Mais que peut bien signifier pour le PS et le PC le fait « que ce programme n'ait pas été décidé démocratiquement » ? Car, tant le PC que le PS refusent aujourd'hui de soutenir la proposition de moratoire proposée par la CFDT, moratoire qui devrait selon cette dernière signifier la suspension immédiate du programme électronucléaire et l'ouverture d'un débat national sur cette question. Voilà qui est étrange pour des partis qui se plaignent de l'absence de débat démocratique. Certes, certains pourront avancer le fait que le PS a suggéré la possibilité d'un recours à un référendum. Mais il faut constater d'une part que le PC y est formellement opposé et que, d'autre part, pour Mitterrand, il ne s'agit que d'une proposition « qu'il n'a pas l'intention d'imposer à ses partenaires ».

En fait, il ne s'agit là que d'une manœuvre électorale : le PS est conscient que les voix des antinucléaires risquent bien d'être déterminantes en mars 1978 et que faire miroiter la perspective d'un référendum, si l'Union de la gauche gagne les élections, peut permettre de capter bon nombre de voix des opposants à l'énergie nucléaire. De plus, cette proposition d'un éventuel recours à l'utilisation d'un référendum est d'autant plus ambiguë qu'elle ne s'accompagne pas de propositions précises quant à la manière dont il sera organisé. Pas un mot sur les garanties d'un débat avec temps d'antenne à la radio et à la télévision égal pour les opposants et les partisans de l'électronucléaire, pas un mot sur la levée de tous les secrets, pas un mot sur la possibilité de mise en place de commissions composées de représentants des organisations syndicales, de représentants des travailleurs du nucléaire et des usagers, ayant accès à tous les dossiers, pouvant mener des enquêtes sur place, etc.

Et si le PS était vraiment de bonne foi, il devrait conséquemment prendre l'initiative d'organiser dans toutes les communes à majorité socialiste directement concernées par la construction de centrales nucléaires un tel débat démocratique suivi de référendums locaux.

En fait, pour le PS comme pour le PC, consultation démocratique signifie débat au Parlement pncuté par un vote et rien de plus...

2. La deuxième critique, avancée essentiellement par le PC, souligne que ce sont les multinationales qui prennent les décisions importantes et que les entreprises publiques sont marginalisées, voire dans le cas du CEA, démantelées et privatisées. Et face à cette logique, le PCF avance la nécessité de nationaliser tout le secteur de la production d'énergie électronucléaire, seul moyen de donner un coup d'arrêt aux gigantesques profits des multinationales et d'empêcher une détérioration des conditions de sécurité tant pour les travailleurs du nucléaire que pour l'ensemble de la population. Le mot d'ordre de nationalisation est-il une réponse satisfaisante à l'ensemble des problèmes que pose la production d'énergie nucléaire ?

Il faut commencer par souligner l'illusion qui consiste à croire qu'il serait possible, à travers la nationalisation du secteur de l'énergie électronucléaire, voire de l'ensemble de la production et de la distribution d'énergie d'en faire un secteur dont la production serait déterminée de manière à satisfaire les besoins de l'ensemble de la société. Car, ou la production énergétique est déterminée dans le cadre d'une planification de l'ensemble de la production décidée démocratiquement, ce qui signifie la nationalisation de l'ensemble de la production et un changement des rapports sociaux, et cela est alors possible, ou bien cette production se fait dans le cadre de l'économie capitaliste, et elle ne pourra échapper aux lois du marché.

D'autre part, le mot d'ordre de nationalisation en tant que telle n'est pas une garantie : EDF est une entreprise nationalisée et elle mène une politique au service des grandes multinationales. Un mot d'ordre de nationalisation du secteur de la production et de la distribution de l'énergie n'a de sens que s'il est avancé dans la perspective d'une extension de cette nationalisation à l'ensemble des secteurs de la production et que s'il est accompagné d'un contrôle des travailleurs et des usagers sur l'ensemble des activités de ce secteur, c'est-à-dire tant sur les conditions de travail, que sur les priorités de recherche et d'investissements. Voilà qui est bien loin de la conception développée par le PC.

Enfin, le mot d'ordre de nationalisation, même avancé dans une

perspective correcte, ne permet pas de résoudre un problème : celui des dangers liés à l'énergie électronucléaire, dangers face auxquels il n'y a pas de parade possible, du moins dans l'état des connaissances actuelles.

Loin de nous de prétendre à une quelconque neutralité du développement scientifique et technologique. Il est évident que l'organisation capitaliste de la société détermine le fait que les recherches sont dirigées dans tel ou tel sens, que tel secteur est privilégié par rapport à tel autre (par exemple le nucléaire par rapport à l'énergie solaire), mais en aucun cas, il n'est possible de prétendre que la nationalisation du secteur de l'énergie électronucléaire, ni même un changement de régime social, permettrait de maîtriser la production d'énergie électronucléaire de manière à ce qu'elle soit sans danger pour l'humanité.

Nous refusons autant la conception scientifique, développée par le PC, qui consiste à croire que la science serait capable quasi automatiquement de résoudre chaque nouveau problème auquel l'homme se confronte, que la conception qui consiste à affirmer que, d'un côté, on aurait une science capitaliste et, de l'autre, une science socialiste ou de gauche. Et certains membres du PS ne sont finalement pas si éloignés de cette dernière position : en effet, Robert Chappuis, secrétaire national du PS, ne répondait-il pas à un journaliste qui lui demandait s'il y avait un atome de droite et un atome de gauche : « Oui en quelque sorte. »

En ce qui nous concerne, nous avançons la perspective d'un arrêt immédiat de la production d'énergie électronucléaire, sans licenciement des travailleurs de ce secteur, et de la nationalisation de l'ensemble de la production et de la distribution d'énergie, mais sous contrôle ouvrier, c'est-à-dire avec un contrôle des travailleurs sur les conditions de travail, sur les nuisances liées à tel ou tel type d'énergie, sur l'orientation des recherches, etc.

Demain, nous aborderons plus précisément la question du développement des forces productives et du développement de la production énergétique. Cette question est essentielle et elle est, de plus, au cœur de l'argumentation des réformistes qui prétendent que l'énergie nucléaire est nécessaire pour assurer le développement des forces productives et par là-même la satisfaction des besoins de chacun.

G. Aguirre



GRENADE OFFENSIVE
MOD. MALVILLE 77

Débat sur le nucléaire
ce soir à 20 h 30 sur l'A 2

Après la projection de deux reportages de Georges Leclère : « Qu'est-ce que le nucléaire ? » et « la situation énergétique mondiale, la France a choisi le nucléaire : est-ce un bon choix ? », il y aura un débat avec René Monory, ministre de l'Industrie, Louis Bériot, journaliste à l'A2, Claude Bienvenu, responsable de l'EDF, André Gauvenet, responsable au CEA, Bernard Mougel, responsable CFDT au CEA et deux militants antinucléaires.

Le pylône météo de Gerstheim/
Ernststein démonté aujourd'hui

Ce pylône, symbole de la lutte antinucléaire en Alsace, était occupé depuis sept mois par des écologistes qui entendaient ainsi

empêcher l'implantation d'une centrale nucléaire. La société parisienne d'exportation, chargée par EDF de cette opération, utilise depuis hier matin, deux grues de forte puissance destinées à lever les différents éléments du pylône haut de quatre-vingts mètres.

● A ROUEN : le comité de soutien aux inculpés antinucléaires appelle à un rassemblement aujourd'hui à 17 h 30 rue du Gros Horloge.

● A STRASBOURG : manifestation à l'appel du comité de soutien aux inculpés de Malville à 18 h aujourd'hui, place de la cathédrale ; une manifestation « toute électrique », venez avec des répliques d'objets électriques en carton pour les déposer devant le siège d'EDF.

● A TOULON : le comité antinucléaire pour la libération des inculpés organise aujourd'hui une manifestation à 18 h à la place du Théâtre.

Lycéen(ne)s, étudiant(e)s, pour vous des stages...

La Ligue communiste révolutionnaire organise dans la région parisienne, en septembre prochain, des stages destinés aux militants(les) et sympathisants(les) et lycéens(ennes). Les sujets traités : la rentrée, l'eurocommunisme, les femmes, le programme de la LCR à l'école, parti et jeunesse. Le premier stage destiné aux lycéens(les) se tient du 5 au 9 septembre. Les deux suivants, destinés aux étudiants(les) se tiennent du

19 au 23 septembre et du 26 au 30 septembre.

Pour s'inscrire, écrire au plus vite à F. Olivier, 10, Impasse Guéméné, 75 004, Paris, avec la mention « stages », en précisant votre nom, votre adresse, si vous êtes militant ou sympathisant, et en versant 100 F d'arrhes. Chèques à l'ordre SIE. Dernier délai d'inscription pour le stage lycéen : 31 août 1977.

Imprimerie Lang

Les travailleurs dans l'inquiétude et l'attente

Ce n'est que le 23 septembre que les travailleurs de l'imprimerie Lang Georges Lang (Paris XIX^e) connaîtront le sort que leur réserve leur patron et les pouvoirs publics avec un peu plus de précision. Le plan du « curateur » destiné à examiner les possibilités de survie de l'entreprise a été présenté le 23 août aux syndicats qui le considèrent « comme difficile à digérer » et n'apprenant rien de neuf, il reste « prévisionnel » et « conditionnel ». Son application est subordonnée à une étude demandée par le CIASI (Comité interministériel d'aménagements des structures industrielles) au Crédit national.

Le 23 septembre, suivant ces diverses études et les données économiques et financières qui en sortiront, le tribunal de commerce rendra son jugement. Si le plan est refusé, 950 travailleurs de chez Lang pourraient perdre leur emploi.

Mais comme l'ont souligné les élus syndicaux au cours de l'assemblée générale qui réunissait environ deux cents travailleurs de l'entreprise, hier, la mobilisation des travailleurs de l'imprimerie est aussi un des facteurs importants de la situation. Pour que les intérêts des travailleurs soient pris en compte, pour que les emplois soient maintenus intégralement et sur place, pour éviter la liquidation de l'entreprise, cela dépend aussi de leur mobilisation. Mais en conclusion de l'assemblée, la seule perspective concrète de mobilisation qui ait été donnée pour l'instant est celle d'une action massive en direction du ministère de l'Industrie qui est resté sourd jusqu'à maintenant à toutes les questions précises qui lui ont été posées au sujet de Lang.

C'est sur le terre-plein au milieu des anciens établissements Lang que se tenait la réunion, d'un côté le terrain vague où les bulldozers ont déjà fait leur œuvre, de l'autre les bâtiments où l'on travaille encore pour quelques jours et où les travailleurs se posent aussi la question des conditions de travail qu'ils vont trouver dans les nouveaux locaux de

la rue Archereau, qui doit les accueillir.

Au cours de l'assemblée générale, un engin de démolition a tenté de passer au milieu des travailleurs pour continuer son œuvre, tandis que derrière, arrivait Lang, soi-même, dans sa voiture, tout sourire derrière ses lunettes, la situation semblait l'amuser...

N. Geneste

Rectificatif : Dans le numéro de « Rouge » du 17 août, une malencontreuse coquille a inversé le chiffre des licenciements éventuels à Lang, il s'agissait bien de 950 travailleurs et non de 590 comme il était écrit.

« Autant de licenciements économiques qu'en 1975 ! »

Nous sortons de la crise... tout va mieux, encore un cran à la ceinture et nous sortirons de la crise et nous aurons gagné la bataille contre l'inflation et le chômage, les deux mamelles de la crise que traversent la France et les pays capitalistes. Courage, travaillez dur, revendiquez moins si ce n'est pas du tout, et nous recueillerons les fruits de vos sacrifices. »

Ca, c'était il y a quelque temps, depuis peu le ton des commentaires de la presse aux ordres change. « Peut être que c'est pas si sûr, il se peut que nous devions attendre quelque temps, faut voir, tout n'est pas gagné... » S

Tiens donc ! qu'est-ce qui motive ces angoisses, rompant avec l'optimisme dont nous ont gratifié

ces éditorialistes et économistes depuis l'application du plan Barre ? Pas grand chose, deux petits chiffres tous bêtes : tous simples : d'abord, l'indice des prix de juillet, pas brillant pour Barre : de l'ordre de 0,8 %, ce qui amènera le taux d'inflation de 1977 dans les parages de celui de 1976.

Et, surtout, le nombre de licen-

ciements pour raisons économiques, 29 200 demandeurs d'emploi en juillet sont des « licenciés économiques », ce qui est comparable aux moyennes mensuelles de 1975 (et même supérieur) année « de la crise ».

En 1976, la moyenne mensuelle était tombée à 17 672. On peut dire aujourd'hui que si cette tendance se confirme c'en est fait de la relance de l'emploi, annoncée à grand renfort de déclarations tonitruantes et démagogiques du gouvernement et du patronat, mais aussi cela peut annoncer une recrudescence de la fermeture d'entreprises, ce qui est

de mauvais augure pour la majorité, à l'aube d'une campagne électorale qu'elle aurait bien voulu axer sur la réussite du plan Barre.

En gage de réussite, les travailleurs n'auront eu qu'un pouvoir d'achat diminué, des salaires bloqués et des pertes d'emplois. Belle réussite en effet, et Barre pourra accomplir de nombreux tours de France pour expliquer les subtilités de son plan, les travailleurs eux n'ont plus besoin d'explications, ils ont compris depuis longtemps et ce ne sont pas les derniers chiffres « officiels » qui les convaincront.

B. Morton

DEFFRENNE INCARCERE

« La justice ne doit pas se tromper, les fautifs ce sont Deffrenne et Schlumpf. » Cette inscription peinte sur les murs des entreprises Deffrenne à Roubaix et à Leers n'est pas en partie restée lettre morte. En effet, si les frères Schlumpf se sont tranquillement « défilés » en Suisse, Deffrenne, ancien P-DG des usines textiles de Roubaix et de Leers, a, selon les syndicats, été incarcéré à la prison de Lille, vendredi 19 août, sous l'inculpation d'abus de biens sociaux, de faux en écriture de commerce et d'infraction à la loi concernant les sociétés.

C'est à la suite d'une plainte déposée par la section CFTD de l'entreprise, que le juge a pris cette mesure. En mai dernier, à la suite de la

En bordure d'un canal, en plein quartier industriel de Roubaix, un ensemble de bâtiments en briques rouges, noircies par les âges, je trouve l'entreprise de filatures Deffrenne, occupée par son personnel depuis le 4 mai 1977.

Sur la porte d'entrée de l'usine, on peut lire : « Militants, sympathisants, cette porte vous est ouverte », ici on est très accueillant ; un soutien n'est jamais refusé. Je vais donc passer cette nuit d'occupation en compagnie des « Deffrenne ».

Un délégué me fait visiter les ateliers de tissage. Il est impossible de faire redémarrer la production, celle-ci étant composée de produits semi-frais. Un trésor de guerre a été mis à l'abri : deux cent mille francs de tissu, et les principales pièces des machines, essentielles pour leur fonctionnement, ont été démenagées. L'intérieur de l'usine, malgré son architecture sinistre, est un endroit rendu sympathique par l'occupation. Des drapeaux rouges fleu-

risent un peu partout, les murs sont recouverts de diverses inscriptions : « Deffrenne doit vivre ! », « Deffrenne licencié ! » et tapissés d'affiches syndicales CFTD en tous genres.

La cafétaria a été aménagée par les occupants, c'est en quelques sorte leur quartier général. Aux murs plusieurs tableaux sont accrochés, sur un tableau intitulé : « La presse et nous », on trouve toutes les coupures de presse se référant au conflit ; sur un autre tableau, une grille des tours d'occupation : équipe du matin, d'après-midi et de nuit, avec en plus un soutien extérieur pour les équipes de nuit. Un organigramme de l'empire Schlumpf est également affiché. Quant à l'occupation elle-même, elle est relativement bien reprise en charge, cent cinquante travailleurs l'assurent régulièrement. Même si cette occupation pose les éternels problèmes familiaux aux couples qui ont des enfants, dans la plupart des cas, ces couples se relaient pour occuper la nuit. Pendant la période des va-

décision du personnel d'occuper les locaux, pour faire obstacle aux licenciements, les travailleurs eurent accès à divers documents et découvrirent ainsi des éléments qui les amenèrent à intenter une action en justice contre leur P-DG.

Si dans ce conflit, la justice vient d'ordonner l'inculpation d'un patron, une fois n'est pas coutume, cette mesure ne solutionne en rien les revendications des travailleurs, les 300 licenciements demeurent. De plus, depuis lundi 22 août, une menace d'expulsion plane sur les occupants, cette même justice ayant ordonné l'évacuation de leur locaux.

Frédéric Nicolas

cances, nombreuses sont les familles entières qui occupent l'usine. En cas d'intervention policière, un système téléphonique a été mis sur pied, ainsi qu'un minimum d'autodéfense : divers obstacles sont dressés pour retarder l'avance des forces de l'ordre.

Quant à la vie de la grève, elle est animée, de nombreuses commissions existent : popularisation, bouffe, finances, surveillance, entretien, loisirs. De plus on joue au football, on écoute de la musique, on joue au Tour de France des luttes ou au Chomageopoly, les jeux créés par les autres boîtes en lutte ont fait recette ici.

Cette nuit a été particulièrement longue, on a très peu dormi, on craignait en effet une intervention policière. Il est six heures, l'aube se lève, les expulseurs ne sont pas venus, le moral est bon. A quand les gueules casquées ? Les nerfs sont tombés, les occupants vont prendre quelques heures de repos. En attendant, l'occupation continue.

Frédéric Nicolas

Barre à Colmar

Les ouvriers de Montefibre étaient au rendez-vous

Dernière étape de son « tour de France de l'emploi » avant Toulouse, Raymond Barre est venu hier pérorer à Colmar. 400 personnes, selon l'AFP, ont manifesté mardi matin devant la préfecture où le Premier ministre présidait la réunion du comité départemental pour la promotion de l'emploi, organisme dont le titre ne doit pas faire croire à une quelconque ironie. Parmi les manifestants, une forte délégation d'ouvriers de l'usine Montefibre de St-Nabord (Vosges) a demandé audience. Le PCF demande le rachat de cette usine moderne de textile, liquidée par le groupe italien Montedison, par CDF-Chimie, entreprise nationale. En Italie même, la politique de « compromis historique » se traduit par le regroupement dans un même holding d'Etat de toutes les participations publiques à la Montedison. Ce holding, principal actionnaire, devrait permettre une remise en ordre de l'industrie chimique italienne sous l'égide de l'Etat. La fermeture de Montefibre participe de cette remise en ordre. Au « Fabriquons français » du PCF fait écho chez nos voisins transalpins la politique du PCI de rationalisation de l'industrie italienne. L'eurocommunisme, qu'on pourrait appeler également le « chacun pour soi », tourne le dos à une action internationale des travailleurs contre le capital.

Budget 1978

Ah, qu'il fait bon être actionnaire

Augmentation du tabac, essence, alcool, tarifs SNCF...

Giscard et Barre présenteront un projet de budget 1978 en déséquilibre, contrairement aux règles rigides qu'ils s'étaient donnés. A quelques mois des élections, on ne va pas mégotter pour quelques neuf milliards de déficit.

Côté dépenses, qui augmentent de 11,9 %, taux prévu de l'augmentation de la production nationale, pas d'innovations. Les ministères favorisés sont ceux qui mangent peu d'argent : Justice, culture et environnement, jeunesse et sports. Les projets des gros ministères seront par contre rognés. Ce budget dépenses est cohérent avec le plan de « redressement » qui vise à favoriser les investissements productifs. Ainsi que l'écrit la « Vie française », « la comptabilité sera peut-être sans génie, mais en bon état ».

Côté recettes, Maignon et l'Elysée en sont encore à discuter des ficelles sur lesquelles il faut tirer. Un certain nombre de mesures sont déjà présentées comme très probables.

Artisans et commerçants bénéficieront d'un abattement fiscal de 20 %. Les cadres se verraient offrir un relèvement de 6,5 % des tranches d'impôt, alors qu'en 1977 les barèmes n'avaient pas tenu compte de la hausse des prix.

Pour les actionnaires, l'avoir fiscal (crédit d'impôt équivalant actuellement à la moitié des dividendes perçus) pourrait être porté à 100 %. On sait que cette disposition a permis à Chaban de ne pas payer d'impôts, et à d'autres de se voir retourner des sommes par le fisc...

Les entreprises pourraient bénéficier de la mise en route de la réévaluation des bilans, qu'elles réclament à cor et à cris.

Il faudra pourtant financer un accroissement des dépenses : si un relèvement du seuil d'imposition est prévu, mesure qui coûte peu, c'est sur la masse des salariés que va peser la ponction : la SNCF sera autorisée à relever ses tarifs de 15 % ; contre 6,5 % pour les autres entreprises publiques. Il est fortement question de relever les recettes dites « de poche », tabac, alcool, essence, vignette, tiercé. Enfin, la galopade des prix, qui ne s'est pas démentie en juillet, fournit à l'Etat des recettes majorées. Voilà le projet de « l'honnête » budget qui sera définitivement tranché en conseil restreint le 29 août, dit-on. Il est à l'image de ce pouvoir : anti-ouvrier et craintivement pré-électoral.

M.T.



CINEMA

C'EST ARRIVE PAR LA POSTE

Bunuel passéiste

Surprenante démonstration que celle de P.L.T., dans Rouge du 17 août, à propos du dernier film de Bunuel. Si on suit bien sa pensée, il s'agit de reconnaître à Cet obscur objet de désir, avant même de l'avoir vu, le sceau du génie. Parce que Bunuel a trop fait pour être un « faiseur » ? Parce que le « film d'un auteur » est une institution trop respectable pour qu'il en soit autrement ?

On aurait préféré un article plus rigoureux, qui, à défaut d'étaler des considérations, certes savantes, mais assez mal venues, sur Falla ou le premier film parlant, marque les tendances évolutives du langage cinématographique de Bunuel. Car il est permis de se poser la question, depuis les quatre derniers films de ce cinéaste : d'« où » nous parle-t-il ? Le matériel sur lequel il intervient est profondément marqué par le contexte culturel, idéologique, de ses premières œuvres. Et on a le sentiment d'un cinéma très passéiste, ressassant les premières passes d'armes du surréalisme dans un monde qui, à l'évidence, n'en est plus là...

Certes, l'image est toujours aussi rigoureuse, les compositions que réalisent les acteurs tout à fait remarquables. Mais il ressort de Cet obscur objet de désir une vision du monde incontestablement athée, mais en deçà de la société contemporaine. Finalement, la « lucidité critique », magistrale dans l'Ange exterminateur par exemple, est difficile à trouver dans les derniers films du cinéaste espagnol qui, qu'on le veuille ou non, n'échappe pas à deux écueils : un symbolisme qui sans doute régresse par rapport aux « ready made » de Duchamp ; un catastrophisme où la crise des rapports sociaux n'apparaît finalement que portée par un extrémisme mystique. Ces deux impasses guettent Bunuel image par image de Cet obscur... Contrairement au cinéma d'Antonioni, la décomposition sociale apparaît toujours « à côté » du discours désirant des protagonistes, soit de manière allusive, soit de manière démonstrative : quant au drap de la défloration, porté tout au long du film, il finit par fonctionner comme un symbole et perd cette beauté étrange de la condensation onirique, telle que peut la faire fonctionner un Resnais.

De là ce malaise ressenti tout au long du film (plus encore que dans le Fantôme de la liberté : on voudrait que le film s'engage dans ce réseau passionnant des désirs contradictoires et mutilés que Bunuel nous fait entrevoir en des moments fulgurants ; et il s'y refuse constamment, retournant sur ses propres pas, comme s'il renonçait à assumer une certaine « modernité ».

Il y a là une difficulté à saisir, qu'aucune position apologétique ne peut comprendre.

B.C.

Un pont trop loin, film de Richard Attenborough

MONTY ASSASSIN !

Septembre 1944... 4 mois après le débarquement de Normandie, les Alliés ont quitté la France. La 1^{re} armée commandée par Patton a traversé la Lorraine et fonce vers les Ardennes... la seconde, commandée par Montgomery est bloquée en Belgique ; et Montgomery n'aime pas cela ! Jaloux des succès de Patton, il aspire à un triomphe personnel : être le premier à Berlin. Il persuade Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe, de monter une opération audacieuse derrière les lignes allemandes « pour ouvrir la route de la Ruhr, et être à Berlin avant Noël ! »

L'opération consiste à parachuter 35 000 soldats anglais, américains et polonais derrière les lignes allemandes, en Hollande, à leur faire prendre 5 ponts de première importance sur la Meuse, le Waal et le Rhin inférieur, et à garder ces têtes de pont qui ouvrent la route de Berlin, dans le dos des allemands, en attendant que les blindés de la 2^e armée britannique, partant de leurs positions sur la frontière belge, fassent leur jonction avec eux après une percée de 103 kilomètres !

Dès le début de l'opération, les erreurs sautent aux yeux : par snobisme, les An-

glais ont méprisé les renseignements fournis par la très puissante résistance hollandaise, signalant des concentrations de blindés vers Arnhem (le pont situé le plus en avant dans les lignes allemandes) ; les radios ne fonctionnent pas, et chaque unité se trouve ainsi coupée, dès son arrivée au sol, des autres unités et du quartier général ; enfin, le brouillard anglais cloue au sol les 5 000 avions et 2 500 planeurs qui doivent acheminer sur les ponts déjà tenus par la 1^{re} vague, les 2^e et 3^e vagues de parachutistes...

Bref, ce qui devait durer deux jours en dura... neuf ! Des 10 000 paras anglais encerclés dans le périmètre d'Arnhem, 2 400 purent s'échapper en franchissant le Rhin à la nage... L'opération mégalomane de Montgomery se solda par un sanglant échec : le pont d'Arnhem, trop loin, ne fut jamais pris et 17 000 combattants y perdirent la santé !

Ca, c'est l'histoire, véridique, racontée par les rescapés et les historiens. Là-dessus, deux producteurs malins ont réuni quatorze vedettes internationales (dont les cachets, additionnés, dépassent le coût total de l'opération originale en 1944...), une équipe de 300 techniciens, des

milliers de figurants, un metteur en scène habile, pour tourner en neuf mois cette « bataille d'Arnhem ».

Et le résultat est loin d'être nul... comparé au Jour le plus long ou autre Pont de la rivière Kwai qui sont de purs films de gloriole, Un pont trop loin est un film terrifiant sur la guerre : la mort y est omniprésente et le carnage d'Arnhem nous est bien montré comme une monstrueuse boucherie voulue par des gacheries galonnées. Les images, terribles, parfois insoutenables, font peu de concessions à l'imagerie traditionnelle du film de guerre : le film est bien construit, bien monté... Reste, bien sûr, le « système » du film à gros budget, avec sa pléiade d'acteurs dans les rôles des principaux protagonistes ! à par contre, rien de bien neuf ; le système est rodé et les numéros d'acteurs se succèdent les uns aux autres entre différents plans de combats. Pour un producteur, une super-production ce sera toujours un ramassis de stars célèbres, connues du public... le reste, c'est l'affaire des techniciens ! Il se trouve qu'ici, ce sont les techniciens qui ont fait du bon boulot... Pourtant, une question viendra sur les lèvres du



spectateur français : le cinéma américain ne s'est jamais embarrassé de litotes pour parler de la guerre et des crevures qui s'y sont illustrées. A l'Ouest rien de nouveau date de 1930 et même si les Sentiers de la gloire et Mash sont venus plus tard, le regard n'avait rien perdu de sa vitalité, il restait aussi corrosif. Les Italiens qui ont réalisé la Grande Guerre et les Hommes contre, et même ces Anglais que l'on dit si « jugulaires-jugulaires », avaient réalisé Pour l'exemple et la Charge de la brigade légère... Bien sûr, Un pont trop loin

n'est pas de la même veine, mais voir des Anglais réaliser un film sur l'un des plus importants carnages dont se soit rendue responsable une ganache anglaise (qui plus est lors qu'il s'agit d'une gloire nationale comme Montgomery) et le faire sans trop de complaisance, ne lasse pas de me surprendre.

En France, il est encore « trop tôt » pour espérer voir un film objectif sur les boucheries napoléoniennes... alors, vous pensez... un film sur Sedan, la défaite de 1940 ou Dien Bien Phu...

Michel Laszlo



Les grandes reprises

La Chinoise de Godard, dix ans après

Mao rétro ? Cela peut être étonnant de revoir, exactement dix ans après sa première sortie, un film tel que La Chinoise, de Jean-Luc Godard. Vous en avez la possibilité, à Paris, puisqu'il fait l'objet d'une reprise au 14 Juillet-Bastille, pendant deux semaines au moins.

A l'époque, souvenons-nous, ce film faisait plutôt grincer les militants, maos ou autres, car l'image qui s'en dégageait de l'extrême gauche était plutôt caricaturale. Aujourd'hui, c'est bien moins le cas. Est-ce parce que depuis les maos en ont rajouté, ou est-ce la distance qui nous fait voir le film maintenant comme document d'une période ?

Réalisé en 1967, La Chinoise n'aura été prémonitrice que sur l'évolution postérieure du courant maoïste. Mai 1968,

par contre, ne se profile nulle part dans ce film.

La tentation terroriste est très clairement prévue, à une époque où ce n'était guère évident, pourtant. Mais ce qui ressort aussi nettement, c'est le retour dans le giron réformiste d'une partie de ceux qui ont été fascinés un moment par la révolution culturelle chinoise.

Pathétiques, les images où nous revoyons Omar Diop, assassiné depuis au Sénégal, celui dont les propos dans le film sont de loin les plus raisonnables, peut-être justement parce qu'il interprète son propre rôle et non un personnage quelconque : « Ce que la mort de Staline nous a rendu, c'est le droit de faire le compte exact de ce que nous possédons, d'appeler par leur nom et notre richesse et notre dénuement,

de penser et poser à haute voix nos problèmes et d'engager dans la rigueur une véritable recherche... La mort de Staline nous a permis de sortir en partie de notre provincialisme théorique, de reconnaître et de connaître ceux qui ont existé et existent en dehors de nous et voyant ce dehors, de commencer de nous voir nous-mêmes du dehors, de connaître les lieux que nous occupons dans la connaissance et l'ignorance du marxisme... »

Pour les anciens « Nantérois » ou soixante-huitards, dont les chemins se sont séparés depuis, mais aussi pour tous ceux qui n'ont pas vécu cette période, cette reprise favorisera pas mal de réflexions, politiques ou autres...

P. A. P.

Black Sunday de John Frankenheimer

John Frankenheimer fait jadis jadis figure de libéral bon teint parmi les réalisateurs américains apparus ces dernières quinze années. Il avait abordé des thèmes politiques dans ses premiers films (« The Manchurian Candidate/un Crime dans la tête », « Seven Days in May »), toujours avec ambiguïté. Dans son dernier film, « Black Sunday/un Dimanche terrifiant », l'ambiguïté n'est plus de mise.

Avec « Black Sunday », on peut voir la distance qu'il y a entre les propos explicites des personnages et le profil qui s'en dégage, d'une part, et leur rôle réel d'après la dynamique et structure du film d'autre part. Ainsi, apparemment, Frankenheimer se montre toujours « libéral » lorsqu'il situe l'origine de Septembre Noir dans les exactions

de l'Etat d'Israël contre les Palestiniens. Mais l'essentiel reste que, malgré ces propos, le film est construit de telle façon que les spectateurs s'identifient avec le « héros », agent israélien spécialisé dans les basses œuvres.

Du coup, toutes les nuances disparaissent. Nous sommes désormais en plein thriller, où les bons et les méchants sont différenciés à souhait, sans l'ombre d'un doute. Parmi les « bons », Frankenheimer nous offre le FBI et les services secrets sionistes. Les « méchants », naturellement, c'est les terroristes paranoïaques de Septembre Noir qui veulent tuer 80 000 innocents.

La ficelle est trop grosse pour que cela mérite de s'y attarder. Tenez-le vous pour dit,

P. A. P.

SOUSCRIPTION N° 61

ANCIEN TOTAL : 631800,81
NOUVEL AVOIR : 7108,00
NOUVEAU TOTAL : 638908,81

Militant CFDT CRAM Marseille	50,00
« Les enfants de Mathilde »	
CRAM Marseille	110,00
Militant CFDT organisme social Marseille	100,00
Enseignant CET Coulommiers	100,00
Postiers 93	135,00
Commerçante St-Ouen	25,00
Militante JOC CFDT	10,00
Bouffe Rouge St-Ouen	728,00
Travailleur St-Denis	50,00
C.R. Lettre Nanterre	50,00
P.F. St-Etienne-du-Rouvray	50,00
Cellule Télécoms Paris 9/10 ^e	100,00
R.O.S.A.	200,00
C.D.B. Chelles	400,00
Anonyme	5000,00

• Chèques à l'ordre de la SPN, et à l'adresse du journal.



Une rubrique de science-fiction qui voudrait tenir à jour la liste des parutions, rééditions, nouveautés, nouvelles collections, se cantonnerait très vite dans un simple exercice comptable.

La multiplication répétitive des collections essentiellement dévouées aux auteurs anglo-saxons reconnus (John Brunner est en passe de rejoindre P. K. Dick dans le peloton des auteurs les plus traduits) fait apparaître dans toute son originalité la collection dirigée par Bernard Blanc (jeune turc de la contestation tous azimuts) chez l'éditeur « marginal » Kesselring. Bernard Blanc a voulu rompre avec un certain nombre de pratiques éditoriales et, bien sûr, en impulser d'autres. Différentes. Neuves. Libres. Rompre avec le secret, avec la circulation invisible du fric, avec les formes les plus archaïques du « professionnalisme » éditorial ; impulser une collection d'anthologies (plus tard de romans) reposant sur des formes « autogestionnaires » et, donc, plus ou moins ouvertes à tous ceux et à toutes celles qui veulent s'exprimer dans, par, pour, contre, la science-fiction (entendue ici en un sens très large englobant toutes les spéculations possibles). Ces anthologies par thèmes (« Ciel lourd béton froid » : le nucléaire,

SCIENCE-FICTION : COURS NOUVEAU

l'écolo, les flics ; « Planète socialiste » : la révolution, ici, pendant et après ; en préparation « Quatre milliards de soldats », antho antimilitariste) regroupent des auteurs confirmés (Andrevon, Curval, Douay, Jeury...) et des à peu près ou complètement inconnus. Bernard Blanc (au fait, tout cela a un nom, « Ici et maintenant », on appréciera selon l'humeur le clin d'œil ou le coup de pied) fait le forcing sur la science-fiction française ; celle du moins qui s'intéresse à ce qui se passe aujourd'hui et ici-bas. Pas rose. Pas mieux demain.

Autant le principe et les méthodes de cette collection sont intéressantes, autant les textes sont, jusqu'à présent et pour la plupart d'entre eux, assez tristes. Pour une série qui se veut politique, voire militante, en prise directe avec les problèmes de la société actuelle, ce qu'elle met en avant relève du confusionnisme le plus complet. Reprenant en compte tous les thèmes et terrains de radicalisation nés ou grandis depuis 1968 (écolo, nucléaire, femmes, armée, régionalisme...), on les retrouve transformés en une littérature qui fleurit

bon son patronnage ultragauche, où l'on sent les ravages aussi bien de la « philosophie du désir » lue chez ses palefreniers plutôt que chez Deleuze et, déjà, ceux des danseurs mondains de la « nouvelle philosophie ». Tout cela était dans l'air... C'est une constante de la « jeune » science-fiction française de n'avoir jamais accordé beaucoup de chances à la révolution bien que (en apparence) elle fut au centre de ses préoccupations. Il est symptomatique de constater qu'elle n'en a guère plus dans une anthologie qui lui est consacrée.

Cette collection qui offre donc un cadre de travail exemplaire, marque bien que, au-delà de ses bonnes intentions, elle devra sauter le cap de sa « maladie infantile » pour devenir ce réel moyen d'une littérature différente.

Pour les lecteurs qui voudraient se ravitailler pendant ou avant les grandes migrations estivales en lecture fraîche, signalons que les Humanoides associés (« Métal hurlant ») et quelques unes des plus belles bandes dessinées de ces dernières années viennent de lancer deux collections. L'une d'elle, « Horizons illi-

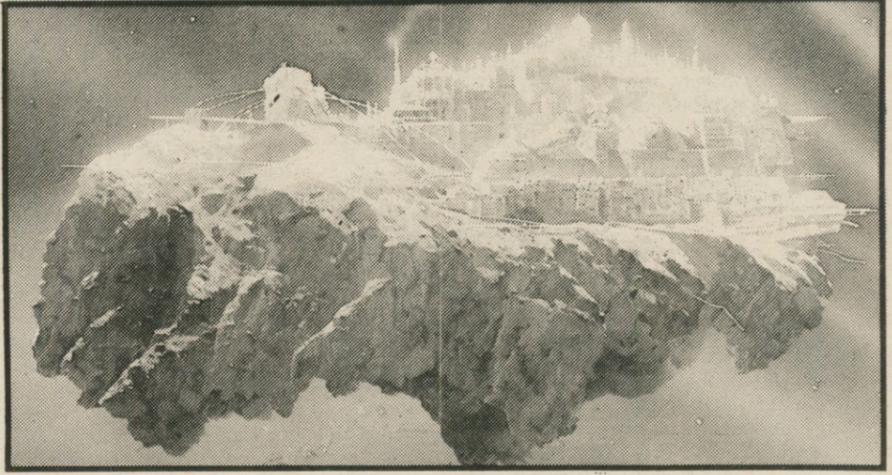
mités », est consacrée à la science-fiction pure et dure et son intention est, semble-t-il, d'éditer tous azimuts du vieux et du neuf, du spéculatif d'avant-garde et du science-fictionnel bien carré. Il est probable que cette collection aura du mal à trouver sa juste place dans l'embouteillage actuel. Pourtant, a priori, les Humanoides représentent un label de qualité et les deux romans publiés (un Brunner et un Coney) sont tout à fait dignes de l'attention d'un honnête homme. Quant à la « Bibliothèque aérienne », elle se

situe délibérément à l'écart du rouleau compresseur de la science-fiction pour présenter des textes inconnus, introuvables, oubliés, mésestimés aux frontières du fantastiques et de l'insolite, de l'anticipation et du feuilleton d'aventures façon XIX^e et avant-guerre. Le court roman de Jules Verne qui l'inaugure, « le Secret de Wilhelm Storitz », est sous les apparences les plus « ringardes » un curieux exercice d'écriture moderniste. François Rivière nous rappelle fort à propos le culte que Raymond Roussel

vouait à Jules Verne.

Jean-Pierre Andrevon qu'un sort injuste persiste à coincer entre les « grands » et les « jeunes » auteurs vient de publier avec « le Désert du monde » (1) son texte sans doute le plus abouti. Ce pessimisme total qui rend féroce l'écriture elle-même (et inversement comme si la pratique de l'écriture et de la fiction produisait elle-même ce pessimisme) apparaît bien comme le seul aboutissement tragique que plus rien ne pourrait venir dépasser.

Piotr Gourmandish (1) Présence du futur, Denoël.



J.-G. Ballard est un des plus grands de la science-fiction, peut-être le plus grand écrivain actuel. Un analyste lucide de vos phantasmes collectifs. Rouge a déjà rendu compte de deux de ses romans, I.G.H. et Sécheresse.

Ballard n'est pas le peintre minutieux des grandes fresques spatiales. Pas de vaisseaux interstellaires dans son œuvre. Rien n'est plus éloigné de lui que le scientisme bêtifiant et l'optimisme technologique. Pour lui, la science-fiction n'est pas anticipation de l'avenir. D'ailleurs, l'« avenir » n'existe pas, il n'y a que « des futurs » possibles et illimités. La science-fiction doit être réflexion sur notre présent. Analyse impitoyable de ce qui constitue la trame inavouée de notre quotidien. Plutôt qu'exploration de l'univers espace-temps extérieur, l'œuvre de Ballard se veut plongée dans l'univers mental. En cela, nous ne sommes pas si loin de Freud et des surréalistes. D'où la place prépondérante (parce que significative) que Ballard accorde au sexe, à la paranoïa, aux phantasmes et à l'inconscient collectif/individuel. Non par démagogie ni par provocation. Mais parce que ces figures constituent la mythologie morbide du monde industriel capitaliste. Et en cela, elles en sont la traduction mentale.

Dans sa préface à *Crash!* (Livre de poche n° 4933), Ballard nous dit vouloir explorer l'« espace intérieur » : « Ce point nodal de l'esprit... où la réalité extérieure et l'univers mental se rencontrent et se fondent en une vibration unique. » Après I.G.H. (l'urbanisme sophistiqué des tours basculant sur la sauvagerie des instincts), *Crash!* illustre parfaitement cette intention. En

« Crash! » de J.G. Ballard Orgasmes en voiture

cela, *Crash!* constitue peut-être le sommet et le résumé de toute l'œuvre de Ballard. Roman apocalyptique où l'automobile cristallise nos désirs et nos frustrations, où le sexe fonctionne comme volonté de puissance et forme d'exploitation. Cette union du sexe et de la machine/automobile est un révélateur. Révélateur d'une société irréaliste, névrotique, d'une société où la fiction est déjà là et nous manipule : publicité, TV, politique.

Dans *Crash!*, l'automobile envahit tout. Notre espace urbain et affectif. Les rubans de béton, les parkings concentrationnaires, les stations services hideuses et puantes. « Les humains qui peuplent ce paysage technologique n'en fournissent plus les points de référence, ne détiennent plus, zone par zone, les clefs de son identité. »

Sexualité perverse

L'accident devient spectacle institutionnalisé. On s'y rend en famille ! Spectacle fascinant où les carrosseries défoncées entrent en étrange harmonie avec la ligne des corps blessés et

suppurants des victimes. C'est cela que recherche Vaughan (le héros principal) sur les routes. Frénétiquement. Les coûts fugaces et mécaniques qu'il fait subir dans sa voiture à des femmes/victimes ne sont que la répétition générale de la collision grandiose dont il rêve. Collision qu'il met en scène minutieusement dans sa quête éperdue. Vaughan collectionne les photos d'accidents, de tôles tordues, de victimes démembrées. Cette obsession culminera dans la collision dont il sera la victime volontaire.

La bagnole, « lieu géométrique de la sexualité » comme dit Ballard. D'une sexualité perverse, réduite aux mécanismes monstrueux de nos obsessions. La bagnole, matrice et symbole du désir de puissance, symbole d'une société vouée à l'auto-destruction. Le paradoxe étant que tout se passe comme si nous prenions plaisir à cette course à la mort. Comme Vaughan.

Il ne s'agit pas ici de dévoiler les détails de ce bouquin magnifique, magistral, bouleversant. Il ne s'agit pas non plus d'analyser une écriture parfaite. A la fois lyrique et précise. Flamboyante à tel point que nous en oublions parfois l'atroce réalité qu'elle est sensée suggérer. Le but de l'auteur n'est pas la description réaliste, mais l'exploration des formes mythiques d'un « monde brutal aux leurs criardes » qui tend de plus en plus à se confondre avec notre univers intérieur.

Ballard ne se résume pas, ne se raconte pas, ne s'épuise pas. On souhaiterait simplement le donner à lire.

Loris

Télévision

TF 1

- 12.35 Le monde merveilleux de la magie
- 13.00 Journal
- 13.35 Léonard de Vinci (3^e épisode)
- 16.40 Pour les jeunes
- 18.20 Les mystères de l'ouest (série américaine)
- La nuit du grand feu
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Adieu mes quinze ans (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Désiré Lafarge (série)
- N° 4 : Pas de whisky pour Désiré Lafarge.
- Les pygmées
- Heinrich Steinfurth, le réalisateur, a séjourné plusieurs fois en République centrafricaine y restant parfois plus d'un an. Son documentaire raconte la vie quotidienne, les rites, la musique de ce peuple.
- 22.55 Journal



A 2

- 15.00 Le monde en guerre (série britannique)
- Une certaine aube : juin-août 1944.
- 16.00 Aujourd'hui madame
- 16.55 Vive libre (série américaine)
- Opération survie

- 17.40 Yao (feuilleton)
- Les pierres sacrées
- 18.10 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 Un shérif à New York (série américaine)
- Enlevez le bœuf
- 21.50 Question de temps
- 23.05 Journal



FR 3

- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Un film, un auteur
- Un Matin comme les autres (1959)
- Film dramatique d'Henry King qui a tenté de reconstituer les dernières années du romancier américain, F. Scott Fitzgerald (*Tendre est la nuit, Gatsby le magnifique*, etc.) en s'inspirant du roman *un Matin comme les autres* de Sheila Graham.
- 22.20 Journal

ABONNEMENT

NOM _____
 Prénom _____
 ADRESSE _____

 VILLE _____
 CODE POSTAL _____

	Normal	Collectivités	Etranger
3 mois	110 F		180 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
12 mois	400 F	275 F	650 F

Pour les abonnements par avion et sous pli fermé demander les tarifs au service abonnement.
 Chèques à l'ordre de « Rouge ». Pour l'étranger, vous êtes priés de payer par mandat international à l'ordre de SPN. Eviter les viréments bancaires.
 Compter un délai de 15 jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
 Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

THAÏLANDE : LA FUITE EN AVANT

Bangkok, août 1977.

La capitale se donne beaucoup de mal pour donner d'elle une image libérale. L'animation des rues, les embouteillages gigantesques et assourdissants de klaxon, les milliers de petites échoppes à même la rue où chacun peut manger à n'importe quelle heure ; les cars entiers de touristes se déversant caméra en bataille dans les célèbres temples et les non moins célèbres massages thaïlandais ; les gamins qui vendent des journaux de langue anglaise, comme *le Bangkok Post* ou *the Nation*, particulièrement documentés sur la situation aux frontières et en Asie du Sud-Est ; la discrétion des militaires et policiers ; les boutiques bien achalandées : tout tend à faire croire au touriste et à l'homme d'affaires de passage que les bruits de bottes ne sont pas si insupportables que cela et qu'il doit faire bon investir des capitaux en Thaïlande...

Et pourtant...

Et pourtant, quelques semaines suffisent pour apercevoir de nombreuses lézardes dans cette belle façade. Thamassat, bastion des étudiants pro-



Evacuation des blessés en hélicoptère après un accrochage.

la Thaïlande, elle a néanmoins un caractère nouveau. En effet, ce pays essentiellement rural jusqu'aux dernières décades est une monarchie qui a toujours régné en s'appuyant sur une caste de militaires imposant une dictature plus ou moins nuancée selon les périodes. La révolution indochinoise, la présence américaine ainsi que le développement de Bangkok (plus de quatre millions d'habitants) a précipité brutalement le pays dans l'ère de la lutte

tent d'une situation critique. L'administration Carter a placé la Thaïlande au banc des accusés et se fait tirer l'oreille pour accorder des subventions ; la production rizicole stagne (c'est pourtant la première richesse du pays) ; les capitaux étrangers, en particulier japonais, ne se bousculent plus même le tourisme accompagné de sa cohorte de « pollution » (prostitution massive, augmentation de la délinquance...) accuse une baisse de 7 % en 1976 par rapport à 1975.

Encore plus significatif, la part des dépenses militaires dans le budget national augmente de plus de 20 % par an. Le ministre de l'Intérieur Samak l'explique pour deux raisons : « le communisme aux frontières » et « le communisme intérieur ».

Des frontières vulnérables

La Thaïlande n'a en effet aucune frontière qui ne pose un problème. Depuis la victoire indochinoise de 1975, il ne passe pas un mois sans incident de frontière avec le Cambodge au Nord-Est. Le Laos au Nord sert de base arrière au Parti communiste thaïlandais, cependant des accords bilatéraux voient péniblement le jour (accords aériens, mise en va-

leur du Mékong entre la Thaïlande, le Laos et le Vietnam).

À l'Ouest, l'immense frontière birmane est secouée de soulèvements autonomistes (Karens, Méos) de plus en plus liés au PC birman.

Au Sud, un commandement unifié a été créé entre le PC thaïlandais, le PC malais et les autonomistes musulmans. L'opération

progression spectaculaire de l'influence du PCT.

Le Parti communiste : un saut qualitatif

Jusqu'en 1976, encore cantonné aux zones frontalières, le PCT appliquait la tactique maoïste d'« encerclement des villes par les campagnes », ne progressant que très lentement et, surtout, n'influençant que très peu Bangkok.

Le coup d'Etat sanglant du 6 octobre 1976 et la répression qui s'en suivit (et qui dure encore : on attend le procès des étudiants, les « cages à tigre » rendues célèbres au Vietnam sont le lot commun de nombreux prisonniers) ont fermé les portes à toutes les illusions de la gauche progressiste de Bangkok sur les possibilités d'émergence d'une troisième force.

Le roi lui-même, ayant largement trempé dans le coup d'Etat, est largement discrédité

(symptôme évident : au spectacle, lorsque l'hymne national est joué, beaucoup de spectateurs ont pris la précaution de sortir dans le vestibule pour ne pas avoir à saluer).

Le PCT a bénéficié aussi de l'apport de quelque 8 000 étudiants et intellectuels de Bangkok. La radio du PCT émettant de Chine ou du Laos laisse un temps de parole important aux nouveaux venus dans lesquels on compte même des groupes « pop » très célèbres en Thaïlande.

De plus, le Front entre le PCT, le Parti socialiste, le mouvement étudiant et le mouvement paysan, sous l'hégémonie du PC, est traversé de débats qui peuvent présager d'un affinement de la ligne du PCT.

Dans les zones libérées, le Front est organisé par secteurs : l'armée populaire de libération qui compte 40 000 combattants, l'agriculture, la santé, l'école et même des petites usines dans la jungle (armement,



Observation des positions éventuellement occupées par les Khmers.

gressistes avant le coup d'Etat du 6 octobre, est entourée de barbelés et « protégée » par l'armée. Entre 1 h et 4 h du matin, l'armée envahit les rues pour établir un couvre-feu très tatillon. Les traits de peinture sur les murs recouvrent les slogans, plus denses autour des universités dans lesquelles se développe un ample mouvement de résistance passive. Les Thaïs que j'ai rencontrés s'accordent à dire que les journaux en langue thaï ou chinoise (Bangkok, comme la plupart de métropoles d'Asie du Sud-Est, compte une forte minorité chinoise) sont d'une pauvreté affligeante. En province, c'est encore plus évident : la présence militaire se fait pesante : nombreux contrôles routiers dès la sortie de Bangkok, transports ne roulant pas la nuit dans de nombreuses régions, les routes pouvant être attaquées par les maquisards.

La dictature militaire actuelle, ce n'est pas, loin de là la première que connaît

de classes et a permis aux étudiants progressistes de jouer un grand rôle dans l'éviction des maréchaux en 1973 ouvrant ainsi une période de démocratie précaire avec les gouvernements civils de Semi Pramoj et de son frère Kukrit Pramoj. C'est contre cette ouverture, pourtant toute relative, que s'est imposée la dictature présente par le coup d'Etat du 6 octobre 1976 marquée par le massacre des étudiants de Thamassat (1).

La fraction la plus anti-communiste est actuellement en place, ce qui n'est pas sans poser de problème quant à l'image de marque du régime. Certains militaires et civils conservateurs envisagent une lutte anticommuniste dont les effets extérieurs seraient moins voyants, ce qui entraîne une lutte intestine permanente au sein de l'armée (ce qui s'est traduit dernièrement par la tentative manquée de coup d'Etat du général Chaland). En effet, la plupart des indices économiques attes-



Exode de la population civile fuyant les affrontements.



Un ratissage par l'infanterie thaï.

« Rayon Saaé » lancée par les forces armées conjointes de Thaïlande et de Malaisie, mobilise 60 000 hommes pour un résultat des plus douteux, la brutalité de la répression accélérant le rapprochement entre les populations et les maquisards (2).

Encore plus préoccupante pour le régime est la

Petite anedocte pour cinéphilos... trotskystes. Hasard de programmation ou besoin de montrer comment les communistes sont de grands méchants et se tuent entre eux, le régime avait laissé sortir dans un quartier populaire de Bangkok le film de Losey l'Assassinat de Trotsky. Si la population locale n'y a pas compris grand chose et a vite déserté le cinéma, le but recherché était donc déjà... raté ; l'intelligentsia progressiste de Bangkok s'est, elle, précipitée sur ce film, avide de connaissance sur l'histoire du mouvement communiste international très peu connu en Thaïlande. Morale de l'histoire : la programmation a dû être arrêtée alors que le film faisait salle comble.

produits de première nécessité). Il organise ainsi un million de Thaïs. De plus, l'influence du PCT est maintenant sensible jusque dans la plaine centrale rizicole entourant Bangkok.

La dictature militaire promet un « retour à la démocratie guidée » en... 1988. Comme me le dit avec ironie une interlocutrice : « D'ici là, on se sera certainement passé de leurs services pour aller vers la démocratie. »

J. Gugolz

(1) Pour plus de précisions sur le coup d'Etat de 1976 : *Inprecor*, n° 63-64 et le livre *la Thaïlande : l'histoire s'accélère*, Rey et Schmitt, éd. A. Fibel, Lausanne.

(2) Opération « Rayon Saaé », cf. *Inprecor* n° 6, nouvelle formule.